

Un manifeste qui fait réfléchir

Autor(en): **Ley, Anne-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **84 (1996)**

Heft 2

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280886>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

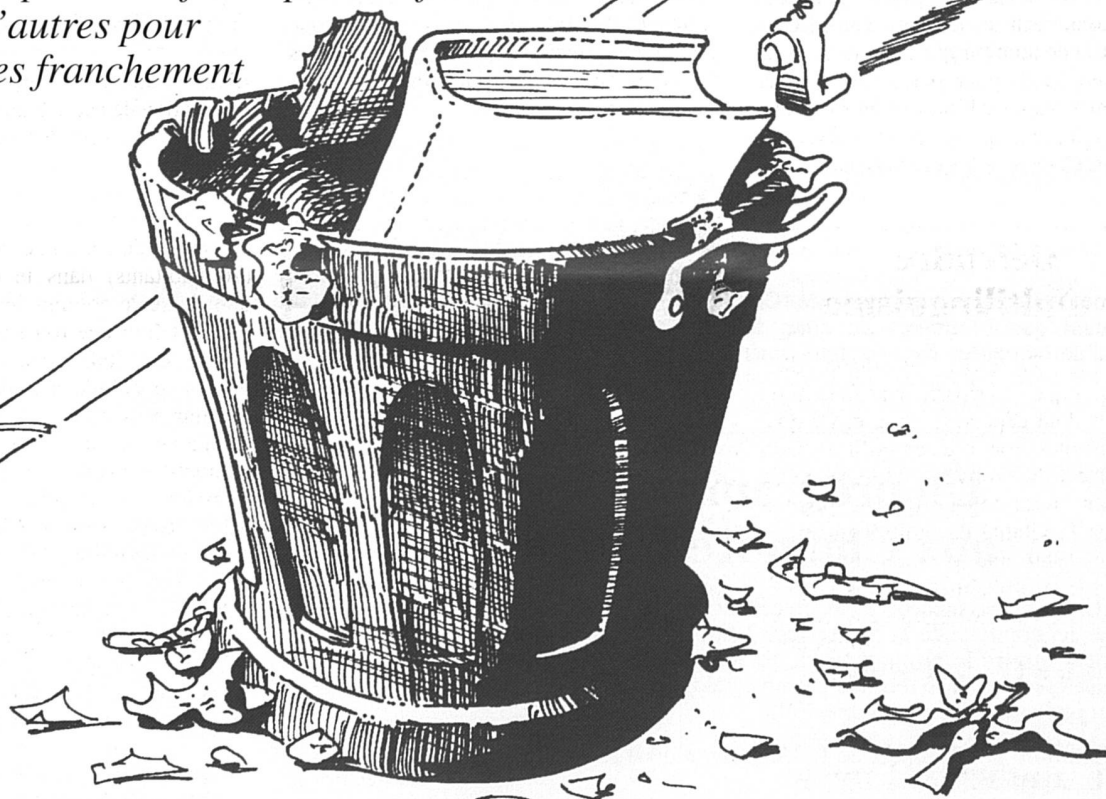
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Livre blanc: certaines voient rouge

Les grands patrons suisses se sont penchés au chevet de notre économie polytraumatisée et proposent pour la relance un remède à leur façon. Un tour des réflexions sur les propositions faites par des femmes contre, d'autres pour et d'autres franchement mitigées



Un manifeste qui fait réfléchir

La Suisse de demain vue par les grands patrons de l'économie suisse: des compétences fédérales réduites au strict minimum; une lutte implacable contre les déficits budgétaires, des prestations sociales publiques ciblées sur les nécessiteux, la privatisation des services publics - CFF, Poste et Télécoms, Electricité. Le tout pour que la Suisse puisse occuper un rang à la mesure de ses capacités dans une économie en marche vers la mondialisation et l'ère de la

communication. Le Programme de renouveau économique pour la Suisse signé David de Pury (ABB), Thomas Schmidheiny (Holderbank), Arthur Dunkel (ancien directeur général du GATT) entre autres grands ténors du monde économique, avec le concours des professeurs Heinz Hauser et Beat Schmid de l'Université de Saint-Gall, a été publié en décembre dernier. Il n'a cessé depuis lors d'alimenter un vaste débat.



Ce Livre blanc, dont la version française est attendue pour ce mois, a été épuisé, à peine mis en vente. Il est vrai que sa publication a été magnifiquement orchestrée. Grâce à un coup du Téléjournal romand qui en a analysé quelques bonnes feuilles, un soir de début décembre, toutes les rubriques économiques d'Helvétie ont assailli les signataires de ce manifeste. Succès d'affluence garanti pour la conférence de presse officielle le 13 décembre à Zurich, capitale économique de la Suisse, quelques heures après la réélection du Conseil fédéral à Berne, capitale politique de la Suisse.

Ce texte, d'une septantaine de pages, ne mentionne les femmes qu'une seule et unique fois, en leur qualité de citoyennes, appelées à faire preuve du même sens des responsabilités que leurs mâles concitoyens. Il a été rédigé et signé par des hommes, exclusivement. Ce qui n'exclut néanmoins nullement que quelques parlementaires fédérales ne soient sensibles, elles aussi, à ces opinions frappées du sceau de l'ultralibéralisme.

Diagnostic clair

Que la Suisse soit obligée, comme le reste de l'Europe, à faire son examen de conscience économique, est salutaire. Car tout autant que l'Europe, elle court le risque d'être larguée, dans la lutte sans

merci dans laquelle se sont lancés les Etats-Unis et les pays émergents de l'Asie pour dominer les marchés les plus lucratifs de la planète, sans aucun souci pour le bien-être des femmes et des hommes, force de travail réduite au silence, taillable et corvéable à merci.

Le manifeste des grands patrons de l'économie helvétique a le grand mérite de poser un diagnostic clair, et en proposant des remèdes de cheval, d'amorcer enfin un débat de fond qui intéresse aussi les femmes, outre la classe politique directement interpellée.

Diagnostic: les Suisses (comme les Européens du reste) vivent trop confortablement et risquent de rater les occasions de s'installer sur les marchés d'avenir, tandis que le reste du monde, s'accommodant d'une vie chiche, travaille fiévreusement à s'y établir de manière durable.

Toutes concernées

Remèdes: les Suisses doivent retrouver l'état d'esprit de pionniers qui était le leur à l'aube de la société industrielle, accepter de sacrifier le confort que leur dispense l'Etat, dont les ressources ne cessent de diminuer, s'installer, jour et nuit s'il le faut, devant leurs ordinateurs pour produire et innover, afin d'introduire sur les marchés de la planète des biens et des services

Un programme destiné aux Chambres fédérales

Ce Livre blanc succède à un précédent exemplaire publié en 1991 (La politique économique de la Suisse face à la concurrence internationale) qui a largement inspiré le programme de revitalisation de l'économie présenté par le Conseil fédéral. Il se termine par un catalogue de sept mesures adressé au nouveau parlement élu en octobre 1995.

1. Equilibre des comptes de la Confédération d'ici trois ans, sans augmenter les dépenses;
2. Baisse de l'impôt fédéral direct, compensée partiellement par une augmentation de la TVA; suppression de la double imposition des bénéfices distribués et du droit d'émission;
3. Privatisation de la Poste et des Télécoms;
4. Mise en œuvre de l'image directrice des CFF avec gestion distincte de l'infrastructure (réseau) et du transport des voyageurs et des marchandises;
5. Prévoyance professionnelle à la carte, donc suppression de son caractère obligatoire;
6. Déréglementation et privatisation du secteur de l'énergie électrique;
7. Déréglementation de la formation universitaire et contrôle systématique des programmes de recherche des pouvoirs publics.

A.-M. L.

que tous les autres chercheront à s'arracher au seuil d'une nouvelle révolution structurelle, le passage de la société industrielle à celle de la communication, riche de perspectives pour les plus capables et semée d'obstacles pour les laissés-pour-compte.

Trois domaines, réaménagés par ce Livre blanc, intéressent tout particulièrement les femmes aussi, que ce soit en leur qualité d'étudiantes, de travailleuses ou de retraitées.

Dans le domaine de la formation, les auteurs n'y vont pas de main morte. Les universités devraient être soumises à la déréglementation, concrétisée par l'abolition du statut de fonctionnaire pour les professeurs, le paiement par les étudiants de taxes couvrant les frais d'études effectifs, avec un système de bourses et de prêts pour ceux qui ne pourraient pas les payer, de même que l'institution d'un examen d'entrée. Des universités privées pourraient venir concurrencer les universités publiques, la pleine concurrence jouant entre elles, notamment pour attirer des enseignants hauts de gamme par des honoraires intéressants. L'apprentissage conserve néanmoins toute sa validité, avec un appel du pied pour que s'ouvrent sans tarder les HES (hautes écoles spécialisées).

Propositions explosives

Dans le domaine du travail, les conventions collectives devraient se limiter à des clauses très générales et n'être pas obligatoires. La loi sur le travail devrait être totalement assouplie, en ce sens que le travail de nuit et le travail dominical ne donneraient lieu à aucune compensation. L'assurance chômage serait conçue comme une assurance de nature économique qui se limiterait à couvrir les risques de perte de gains, chaque employé payant ses cotisations, l'Etat se bornant à subventionner celles des plus pauvres, tandis que les employeurs seraient libérés de toute obligation.

Dans le domaine de la politique sociale, les auteurs du manifeste manient carrément l'explosif. Ils suggèrent de ramener l'AVS à une simple assurance de couverture du minimum vital et laissent à chacun la possibilité d'améliorer son avoir de vieillesse, en souscrivant des assurances complémentaires, également auprès de compagnies privées.

Dans le souci d'alléger les charges pesant sur les entreprises, ils proposent de faire du 2^e pilier une assurance facultative, tout en garantissant le libre passage intégral.

Un Livre blanc qui se lit presque comme un roman, suscitant l'envie d'en discuter les chapitres pied à pied.

Anne-Marie Ley